



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers en exercice : 33

L'an deux mille vingt trois, le quinze mai à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 9 mai 2023 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

Présent(e)s : 27

Jérôme DUBOST, Fabienne MALANDAIN, Nicolas SAJOUS, Agnès SIBILLE, Eric LE FEVRE, Pascale GALAIS, Yannick LE COQ, Christel BOUBERT, Véronique BLONDEL, Gilles BELLIERE, Patrick DENISE, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Isabelle NOTHEAUX, Aurélien LECACHEUR, Édith LEROUX, Nicolas BERTIN, Isabelle CREVEL, Thierry GOUMENT, Jean-Pierre LAURENT, Catherine OMONT, Aliké PERENDOUKOU, Philippe QUERNE, Virginie VANDAELE, Corinne CHOUQUET, Laurent GILLE, Nicole LANGLOIS, Agnès MONTRICHARD

Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 5

Sylvain CORNETTE donne pouvoir à Jérôme DUBOST
Jean-Luc HEBERT donne pouvoir à Nicolas SAJOUS
Aline MARECHAL donne pouvoir à Fabienne MALANDAIN
Virginie LAMBERT donne pouvoir à Nicole LANGLOIS
Arnaud LECLERRE donne pouvoir à Agnès MONTRICHARD

Excusé(e)s / Absent(e)s : 1

Damien GUILLARD

Secrétaire de séance

Aurélien LECACHEUR est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL DU 15 mai 2023

Envoyé en préfecture le 19/05/2023
Reçu en préfecture le 19/05/2023
Publié le
ID : 076-217604479-20230517-M_DL230515_061-DE



M_DL230515_061

FONCIER - CESSION MAISON 7 RUE VICTOR LESUEUR AU PROFIT DE MONSIEUR DINALLE - AUTORISATION

Monsieur Aurélien LECACHEUR, Conseiller délégué. -La commune de Montivilliers a mis en vente, via la diffusion d'une annonce sur son site internet et ses réseaux sociaux, une maison sise 7, Rue Victor LESUEUR, cadastrée AM n°555, d'une superficie cadastrale de 94 m².

Monsieur FILOMIN et Monsieur DINALLE ont déposé une candidature pour l'achat de ce bien. Monsieur FILOMIN a proposé de se porter acquéreur par courrier datant du 6 juin 2022. Dans ces conditions le Conseil Municipal a délibéré le 4 juillet 2022, pour autoriser la cession au profit de Monsieur FILOMIN pour le prix de 165 000€ et autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout acte permettant la vente de ce bien à Monsieur FILOMIN.

Le Notaire et le preneur, Monsieur FILOMIN, ont informé la Ville du fait que l'acte allait être signé au profit de M. DINALLE et non plus au profit de Monsieur FILOMIN, dans les mêmes conditions, soit à un montant de 165 000 euros. Ainsi, le 4 avril 2023, dans un courrier, Monsieur DINALLE a confirmé ces éléments. La candidature initiale ayant été déposée aux noms de M. FILOMIN et M. DINALLE, cette demande est légitime.

Le pôle d'évaluation domaniale de la Direction Régionale des Finances Publiques de Normandie, au sein de son rapport en date du 11 mai 2022, avait estimé le bien à 150 000 euros avec une marge d'appréciation de +/- 10%. Il était proposé d'appliquer la marge haute, soit un regrèvement de 10%, le bien était donc cédé à 165 000 euros. Cet avis est arrivé à échéance le 10 mai 2023.

Dans ces conditions, le mercredi 22 février 2023, le Pôle Attractivité et Grands Projets a sollicité Le pôle d'évaluation domaniale de la Direction Régionale des Finances Publiques de Normandie, dans l'objectif de formuler une nouvelle consultation due à la non-réalisation de l'opération dans le délai stipulé dans l'acte écrit en date du 11 mai 2022. Conséquemment, Le pôle d'évaluation domaniale de la Direction de Normandie énonce dans une lettre en date du 28 février 2023, la prorogation de l'avis de valeur pour le bien Rue VICTOR LESUEUR pour une durée d'un an soit jusqu'au 10 mai 2024 inclus.

Parallèlement, Le Notaire, a également informé la Ville de deux erreurs matérielles. Ainsi, il a été mentionné que la parcelle vendue est la parcelle cadastrée section AM numéro 55, alors qu'il s'agit de la parcelle cadastrée section AM numéro 555. Par ailleurs, Le Notaire nous informe qu'il y a lieu de mettre la superficie cadastrale et non la superficie habitable, car nous ne sommes pas en copropriété.

Enfin, suite aux évolutions réglementaires liées à l'arrêté du 9 août 2022 modifiant l'arrêté du 4 mai 2022 définissant le contenu de l'audit énergétique réglementaire prévu par l'article L.126-28-1 du code de la construction et de l'habitation, le Pôle Attractivité et Grands Projets a l'obligation d'effectuer un nouveau diagnostic de performance énergétique pour la promesse de vente du bien situé 7, Rue Victor LESUEUR.

Au vu de ces éléments, il est proposé d'annuler et remplacer la délibération en date du 4 juillet 2022 pour les erreurs matérielles commises.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
VU le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.2241-1,
VU délibération du conseil municipal en date du 4 juillet 2022,
VU le budget primitif de l'exercice 2023,
VU le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L.2221-1 et suivants,
VU le rapport d'évaluation du pôle domaniale de la direction régionale des Finances publiques de Normandie en date du 11 mai 2022,
VU la prorogation du pôle d'évaluation domaniale de la direction régionale des Finances publiques de Normandie rendu le 28 février 2023,
VU le courrier de proposition d'achat de Monsieur FILOMIN en date du 6 juin 2022,
VU le courrier de Monsieur FILOMIN et de Monsieur DINALLE en date du 4 avril 2023,
VU les diagnostics déjà réalisés, ainsi que la réalisation du nouveau diagnostic suite à l'arrêté du 9 août 2022 modifiant l'arrêté du 4 mai 2022,

CONSIDÉRANT

- Que le bien cadastré section AM n°555, d'une superficie cadastrale de 00ha00a94a, fait partie du domaine privé de la Ville,
- Que la Ville n'a plus la nécessité à conserver ce bien dans son patrimoine communal,
- Que Monsieur FILOMIN a renoncé à la vente à son profit,
- Que Monsieur DINALLE a confirmé son intérêt à se porter acquéreur au prix de 165 000 euros,
- Que les diagnostics obligatoires dans le cadre de la cession ont été réalisés en date du 31 mai 2021 et qu'un nouveau diagnostic sera réalisé d'ici la signature de la promesse de vente.

Sa commission municipale n°6, *Attractivité du territoire et urbanisme* réunie le 11 mai 2023, consultée ;

VU le rapport de Monsieur **Aurélien LECACHEUR**, Conseiller délégué en charge de l'Urbanisme et de l'Habitat digne ;

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

- De retirer la délibération n° 2022.07/108 du 4 juillet 2022

- D'autoriser la cession au profit de Monsieur DINALLE du bien immobilier cadastré section AM n°555 d'une superficie d'environ 164m² sis 7, Rue Victor LESUEUR à Montivilliers pour le prix de 165 000 euros

- D'autoriser Monsieur Le Maire, ou son représentant, à signer tout acte permettant la vente de ce bien à Monsieur DINALLE dont l'adresse est située au 28 Rue d'ALGER à Le Havre.

Imputation budgétaire
2023
Budget principal
Sous-fonction et rubriques : 024
Nature et intitulé : 01
Montant de la recette : 165 000€ euros TTC

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Pour : 32

Contre : 0

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.